

La Belgique pourrait perdre 2,7 milliards de fonds européens

Une bonne partie des subsides européens que perçoit la Belgique pourrait lui être retirée à partir de 2021.

Depuis que l'on sait que le Royaume-Uni va quitter l'Union européenne, les perspectives budgétaires de cette dernière se sont considérablement assombries. Le Brexit entraînera une perte de contribution nette de quelque 10 milliards d'euros au budget annuel de l'UE, qui est d'environ 150 milliards. Si les recettes vont chuter, les dépenses, elles, vont augmenter. Car, suite aux crises récentes et au contexte stratégique global, de nouvelles politiques européennes ont été lancées en matière de migration, de protection des frontières et de défense.

La Commission européenne a donc demandé aux directions générales l'élaboration de différents scénarios concrets. *Le Soir* a pu se procurer deux de ces documents d'hypothèses.

La note réalisée par la direction générale de la Politique régionale envisage trois scénarios pour les fonds régionaux et de cohésion. Le premier table sur une réduction budgétaire de 15 % à prix courants, le second sur une réduction de 30 %, seul le troisième envisageant une croissance des moyens en ligne avec l'inflation.

Puisqu'il est peu probable que

les Etats membres se montrent disposés à compenser le manque à gagner britannique et à plonger encore plus profondément dans les caisses pour financer les nouveaux défis communs, ils devront vraisemblablement faire plus avec moins. Selon les deux autres scénarios, seules les zones (régions ou pays selon les hypothèses) les moins développées continueraient à bénéficier de ces aides. La Belgique et ses Régions disparaîtraient dans ces deux cas des plans de subsides à partir de 2021. ■

681 millions

Sur la période 2014-2020, le Feder contribuera à concurrence de 681 millions aux projets de développement wallon. Grâce aux cofinancements, ceux-ci devraient mobiliser au total 1,7 milliard dans les secteurs de l'économie, de l'innovation, de la transition énergétique. De son côté, le Fonds social européen injectera 397 millions en Wallonie.

La hache suspendue au-dessus des 2,7 milliards d'aides à la Belgique

UE Brexit et nouvelles politiques de migration, frontières et défense obligent

► Dans les scénarios les plus probables de la Commission européenne, la Belgique perdrait tous ses subsides régionaux.

► Les fonds sociaux souffriront aussi.

Ce sera la faute au Brexit. Mais pas seulement. À partir de 2021, il y a de fortes chances pour que la Belgique perde, sinon tout du moins une bonne partie des subsides européens qu'elle perçoit au titre des Fonds structurels et d'investissement européens (ESI). Ce fonds global recouvre les subsides régionaux et de cohésion, le Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds agricole, et le Fonds pour les affaires maritimes et la pêche. Pour la période actuelle du budget de l'UE, qui couvre les années 2014 à 2020, la Belgique touche un montant total de 2,7 milliards d'euros de ces aides européennes.

Depuis que l'on sait que le Royaume-Uni va quitter l'UE – en principe le 30 mars 2019 –, les perspectives budgétaires de l'Union se sont considérablement assombries : le Brexit entraînera une perte de contribution nette de quelque 10 milliards d'euros au budget annuel de l'UE, qui est d'environ 150 milliards. Ce n'est pas tout : si les recettes vont chuter, les dépenses vont augmenter. Suite aux crises récentes et au

contexte stratégique global, de nouvelles politiques européennes ont été lancées en matière de migration, de protection des frontières et de défense (voir notamment *Le Soir* de mardi).

Mais un élément de l'équation ne devrait pas beaucoup changer dans tout cela : la dis-

ponibilité des États membres à compenser le manque à gagner britannique et à plonger encore plus profondément dans les caisses pour financer les nouveaux défis communs. Conséquence : il faudra faire plus – dites « mieux » – avec moins. C'est le mantra du commissaire au Budget Günther Oettinger, qu'il a exposé dans une Note de réflexion sur l'avenir des finances de l'UE, au printemps de cette année. Le souhait du commissaire européen serait de combler le trou prévisible pour moitié par une réduction des dépenses, et pour moitié par une augmentation des ressources. Mais tout le monde se doute depuis un certain temps que ce sont les gros postes budgétaires existants de l'UE qui vont sacrément souffrir : la politique régionale et la sacrosainte politique agricole commune.

C'est dans ce contexte que la Commission européenne a commencé à demander aux directions générales (ses ministères) l'élaboration de différents scénarios concrets. Deux de ces documents d'hypothèses, au contenu explosif, ont été révélés la semaine dernière par l'Agence Europe, une lettre d'information spécialisée. *Le Soir* a pu se procurer ces documents.

Dans la note réalisée par la

direction générale de la Politique régionale, trois scénarios sont envisagés pour les fonds régionaux et de cohésion. Le premier table sur une réduction budgétaire de

15 % à prix courants, le second sur une réduction de

30 %, seul le troisième

envisageant une croissance des moyens en ligne avec l'inflation. Dans la première hypothèse, seules les régions les moins développées continueraient à bénéficier de ces aides (voir carte), dans la seconde, l'aide serait réservée aux pays les moins développés. « Ces deux scénarios présentent des risques politiques

et empêcheraient l'UE d'atteindre ses objectifs en matière de cohésion et de convergence », lit-on dans la note. La Belgique et ses Régions disparaîtraient dans ces deux cas des plans de subsides. Seul le troisième scénario permettrait de conserver le niveau actuel.

Quant aux fonds sociaux – qui dépendent de la commissaire belge Marianne Thyssen –, la note de la DG concernée présente trois scénarios à l'avenant, et des commentaires non moins menaçants. L'un des projets consisterait notamment à intégrer les fonds sociaux au semestre européen : autrement dit, à lier directement l'octroi de ces aides au respect des plans de réforme et de gouvernance budgétaire. Selon le scénario 1 (-15 %), « la réduction budgétaire exigera des choix controversés », le scénario 2

(-30 %) « mettra en danger l'achèvement de l'Europe sociale et ne permettra pas de délivrer les résultats poursuivis par le Pilier des droits sociaux ». Un « pilier » qui doit être célébré en grande pompe vendredi prochain lors d'un « sommet social » à Göteborg, où convergeront tous les dirigeants européens...

La diffusion de ces « études de scénarios » vient de lancer un vent de panique parmi les représentants des entités régionales et locales européennes. « Réduire les aides là où les citoyens les perçoivent le plus, au moment où on parle beaucoup des régionalismes, mais aussi lutter contre les populismes et l'euroscépticisme ? », s'interro-

geait-on au Comité européen des régions. Cette assemblée consultative, présidée par le Belge Karl-Heinz Lambertz, a d'ailleurs lancé le mois dernier, conjointement avec une série d'associations de collectivités territoriales et d'acteurs de la société civile, une « Alliance pour la cohésion », visant à anticiper les débats sur l'avenir de ces politiques européennes. Karl-Heinz Lambertz aura une occasion rêvée pour en parler ce mercredi avec un interlocuteur de choix : le président de la Commission Jean-Claude Juncker, chanteur autoproclamé du « triple A social » européen. que M. Lambertz recevra pour un « dialogue citoyen » dans la bonne ville germanophone de Saint-Vith. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

950 millions
Le montant des fonds régionaux que la Belgique ne toucherait plus après 2020

